

robert verdier
bilan d'une scission
congrès de tours



***Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous les pays.***

© Éditions Gallimard, 1981.

AVANT-PROPOS

Les événements nous départageront, l'histoire jugera : c'est ce que pensaient sans doute au fond d'eux-mêmes, éprouvant très fortement la conviction d'avoir raison et de devoir triompher assez rapidement, les protagonistes du congrès de Tours qui vit, en décembre 1920, la naissance du Parti Communiste par la division du mouvement socialiste, difficilement unifié en France quinze ans auparavant.

Selon toute apparence, soixante ans après, l'histoire n'a pas encore tranché, du moins dans notre pays : Parti Communiste et Parti Socialiste subsistent toujours, côte à côte ou face à face. Côte à côte, si l'on songe aux très brèves périodes pendant lesquelles, en plus d'un demi-siècle, ils se sont trouvés unis par une alliance toujours soupçonneuse, fragile et finalement éphémère. Face à face, si l'on évoque plutôt la situation qui a prévalu le plus longtemps, la confrontation sévère.

Le schisme qui a brisé « l'unité politique du prolétariat », au lendemain de la Première Guerre mondiale, était un événement international. Il s'est produit dans tous les pays où le mouvement socialiste avait commencé à s'organiser

depuis la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, et d'abord en Europe. Aujourd'hui, si l'on ne considère que ce continent, la division subsiste certes, mais la répartition des forces a pris un caractère tout différent de celui qu'elle avait entre les deux guerres mondiales. Elle est devenue, pour l'essentiel, géographique, et se confond à peu près avec la séparation née de la guerre froide et de la constitution de deux coalitions rivales : le pacte de l'Atlantique et le traité de Varsovie. Les partis du socialisme démocratique (ou social-démocrates, selon la dénomination allemande adoptée en plusieurs pays) ont disparu à l'Est, et l'on sait bien pourquoi.

A l'Ouest on trouve encore partout des partis communistes. Mais dans la très grande majorité des cas, ils ne constituent pas une grande force politique. Après avoir enregistré de sensibles progrès ici ou là au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, ils se sont par la suite régulièrement affaiblis à chaque consultation électorale. Ainsi en Grande-Bretagne, dans les pays scandinaves, en Belgique, en République fédérale allemande, en Autriche, en Hollande... Dans aucun de ces pays ils ne sont parvenus à conquérir une position dominante dans les organisations syndicales qui, sous des formes diverses, restent dans la mouvance des partis du socialisme démocratique. Le choix de la classe ouvrière a été fait avec assez de netteté pour que l'on puisse considérer comme tranché le débat ouvert entre socialistes et communistes à partir de la création de la III^e Internationale en 1919 et des scissions du début des années vingt.

La situation est quelque peu différente dans les pays du Sud-Ouest européen, autour de la Méditerranée.

En Espagne et au Portugal, où la liberté d'organisation

pour les syndicats et les partis n'a été rétablie que récemment, les communistes ont obtenu une proportion de suffrages sensiblement plus élevée que dans les pays précédemment mentionnés. Il est certain aussi qu'ils exercent une plus grande influence dans le mouvement syndical. Peut-être faut-il rappeler cependant qu'au moment où les deux dictatures prenaient fin il était généralement annoncé que les partis communistes avaient de fortes chances de s'imposer comme la force la plus représentative de la gauche et de la classe ouvrière. N'avaient-ils pas été sans cesse désignés par Franco et Salazar comme leurs plus dangereux adversaires ? N'avaient-ils pas mené sans interruption la lutte clandestine, pendant un demi-siècle au Portugal, pendant quarante années en Espagne, profitant du soutien efficace du mouvement communiste international, avec des réseaux bien organisés au prix des plus grands sacrifices de leurs militants ? Nul n'aurait alors osé comparer à cette lutte contre les deux dictateurs l'opposition des socialistes du P.S.O.E. (le Parti Socialiste ouvrier espagnol) ou du parti de Mario Soares. Ceux-ci pourtant, malgré ce handicap initial, ont, dès les premières consultations électorales, rallié à eux un plus grand nombre de suffrages, comme si leur réapparition en tant que force politique prépondérante de la gauche correspondait à une attente naturelle et spontanée d'une partie importante des masses populaires.

Restent les deux exceptions de l'Europe de l'Ouest, l'Italie et la France.

En Italie, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les socialistes devançaient encore les communistes dans les consultations électorales. Mais ils se sont rapidement divisés et ont beaucoup plus souffert des répercussions de la guerre froide que les partis analogues

des autres pays. Aussi se sont-ils gravement affaiblis. Le Parti Communiste a au contraire très régulièrement progressé jusqu'en 1976 au point d'être presque parvenu à l'égalité avec la démocratie chrétienne, maîtresse du pays depuis 1947.

En France, les deux partis nés de la scission de 1920 ont connu des hauts et des bas. Au cours des soixante années écoulées depuis leur séparation, chacun à tour de rôle a pu espérer que l'heure de sa prépondérance incontestable et définitive était arrivée grâce à l'extrême affaiblissement de l'autre. Ainsi en 1932, quand le Parti Communiste ne comptait plus qu'environ 30 000 militants et subissait un sévère échec électoral. Ainsi, à l'inverse, en 1969, quand le candidat du Parti Socialiste ne recueillait guère plus de 5 % des suffrages à l'élection présidentielle. Chacun pourtant, après ces graves crises, a réussi à opérer son redressement et à redevenir une force politique importante, comme si l'existence des deux partis répondait à une exigence profonde de la société française, comme si, à la différence de la plupart des autres pays industrialisés de l'Europe de l'Ouest, la confrontation entre communistes et socialistes devait indéfiniment se poursuivre ; comme si, en un mot, l'histoire n'avait pas encore tranché.

Est-il cependant possible que les divergences du temps de la séparation conservent la même valeur en 1980 qu'en 1920 ? La grande crise économique des années trente, l'effondrement de la République de Weimar et l'arrivée de Hitler au pouvoir, la Deuxième Guerre mondiale, la guerre froide, les crises des pays de l'Est consécutives à la mort de Staline, tant d'événements considérables n'auraient rien modifié ni dans le caractère des deux partis, ni dans leurs rapports ? Comment le croire quand on constate

comme le faisait naguère André Fontaine¹, que « la scission de Tours est intervenue sur l'opportunité d'adhérer à une Internationale qui n'existe plus et d'accepter un ensemble de vingt et une conditions dont la plupart sont devenues parfaitement anachroniques » ?

Faut-il se demander alors : « A quoi bon Tours ? »² comme le faisait sur un ton désabusé voici quelques années, un ancien communiste espagnol, Fernando Claudin³, très actif militant clandestin sous le régime franquiste ? Ou dire : « C'était bien la peine », titre que Léon Blum donnait à un article consacré en novembre 1946 à des déclarations par lesquelles Maurice Thorez semblait prendre ses distances par rapport à certaines des vingt et une conditions ?

Le fait est là pourtant : on n'est pas parvenu à « effacer Tours », selon l'expression employée par certains socialistes au cours de la dernière période d'entente. Sans doute faut-il admettre que, malgré les changements intervenus dans la société française et dans la situation internationale, et même si certaines des divergences doctrinales de 1920 sont dépassées, communistes et socialistes demeurent éloignés les uns des autres par des différences et des désaccords hérités de soixante ans de cheminements séparés.

Quels changements ? Quelles différences et quels désaccords ?

Il faut d'abord retourner à Tours et rappeler pourquoi et dans quelles conditions socialistes et communistes se sont séparés voici soixante ans.

1. *Le Monde*, 18 février 1978.

2. Exactement : « A quoi bon la scission de Livourne ? Comme, dans le cas français, à quoi bon Tours ? »

3. Dans *La crise du mouvement communiste international*, Maspero, 1972.

PREMIÈRE PARTIE

***Deux socialistes français
devant le jury
de la III^e Internationale***

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, une crise sérieuse devait inévitablement éclater dans le Parti Socialiste français. Était-il fatal qu'elle aboutisse à une scission ? Jusqu'au milieu de 1920, ses militants ne l'ont apparemment pas redouté. Mais la Révolution russe et la création d'une nouvelle *Internationale*, la *III^e*, allaient profondément modifier le caractère de cette crise et lui donner, comme dans la plupart des pays, une autre dimension.

En 1914 la quasi-totalité du mouvement ouvrier, aussi bien l'organisation syndicale (la C.G.T.) que le parti politique (la S.F.I.O.), avait opéré une brusque conversion. Depuis plusieurs années, pressentant la montée des périls, les leaders du mouvement dénonçaient les responsabilités du capitalisme international dans le risque de conflagration générale. Sans doute, n'étaient-ils parvenus, ni les uns ni les autres, à dire avec précision quels seraient leurs moyens pour empêcher la catastrophe. Mais les militants entendaient souvent citer la phrase de Jaurès : « Le capitalisme porte la guerre dans son sein comme la nuée

porte l'orage. » La conclusion implicite de toute la propagande dénonçant l'origine capitaliste des conflits militaires était que seule l'opposition résolue du prolétariat international pourrait éviter le conflit.

Tout bascula en quelques jours de l'été 1914. La propagande des gouvernements, aussi bien en France qu'en Allemagne, sut persuader les masses populaires que leur pays était victime d'une agression : pour les Français, agression de l'ennemi traditionnel, le vainqueur de 1870, l'Allemagne qui avait pris un morceau du territoire national ; pour les Allemands, agression de la Russie, cet immense pays, arriéré, gouverné despotiquement par les tsars.

Emporté par le mouvement, le Parti Socialiste accepta, au nom de la défense nationale et de l'union sacrée, de participer au pouvoir aux côtés des ministres de la bourgeoisie. Deux de ses représentants les plus connus, Jules Guesde et Marcel Sembat, entrèrent dans le gouvernement Viviani en 1914.

Ainsi naquit ce que l'on dénoncera plus tard par les formules *socialisme de guerre* et *ministérialisme*.

La participation des socialistes à l'exercice du pouvoir cessa en septembre 1917. Mais les députés socialistes votèrent jusqu'à la fin les crédits nécessaires à la défense nationale, ces crédits militaires qu'ils avaient systématiquement refusés par principe jusqu'en juillet 1914. Cette attitude ne rencontra dans les premiers temps qu'une très faible opposition, et plutôt dans la C.G.T. que dans le Parti Socialiste.

Cependant à mesure que le conflit durait, que les pertes étaient de plus en plus lourdes et que les souffrances des combattants devenaient intolérables,

cette opposition vit son audience s'étendre progressivement.

Renversement de majorité dans le Parti Socialiste.

Il y eut d'abord un groupe peu nombreux de syndicalistes et de militants socialistes qui adoptèrent dès 1915 l'attitude la plus radicale : ils participèrent aux deux rencontres internationales de ZIMMERWALD (mai 1915) et de KIENTHAL (avril 1916) et signèrent avec les représentants d'autres pays belligérants un manifeste demandant aux élus socialistes de ne plus voter les crédits de guerre. Ils constituèrent un *Comité pour la reprise des relations internationales*.

Une autre opposition se développa surtout à partir de 1916 et prit assez rapidement plus d'ampleur que la précédente dans le Parti Socialiste. Elle était animée par des hommes que l'on retrouvera comme premiers rôles au congrès de Tours, en décembre 1920 : Jean Longuet, Paul Faure, Pressemane, Ludovic-Oscar Frossard. Ils continuaient, quand ils étaient parlementaires, comme Jean Longuet, à voter les crédits militaires parce qu'ils ne voulaient pas que leur résistance à la contagion du chauvinisme fût confondue avec un sabotage de la défense nationale. Mais ils commençaient à se demander si les responsabilités dans le déclenchement des hostilités étaient aussi unilatérales qu'on l'avait répété depuis 1914 : il fallait à l'époque beaucoup de courage pour oser tout simplement poser une telle question. Ils voulaient surtout tenter d'abrégier la guerre en suscitant, grâce aux

relations qu'ils avaient conservées avec des socialistes d'autres pays, un mouvement en faveur d'une paix de compromis, « sans vainqueur ni vaincu ». Programme fort modéré, on le voit, qu'il était bien difficile d'assimiler à un acte de trahison, mais qui, dans l'atmosphère de l'époque, leur valut d'être l'objet d'une assez étroite surveillance policière et parfois de provocations. La presse de droite et d'extrême droite les dénonçait en termes violents. Dans ce genre de campagnes, le quotidien des royalistes, *L'Action française*, se plaçait le plus souvent au premier rang. Parce que Jean Longuet était petit-fils de Karl Marx par sa mère, elle ne l'appelait jamais que *Quart de boche*. En mai 1917, ces « minorités » avaient décidé de participer à la conférence internationale de Stockholm, organisée à l'initiative des Hollandais. Ils finirent par entraîner l'adhésion de tout le Parti. Ils ne purent cependant faire le voyage : le gouvernement français, comme la plupart des gouvernements belligérants, refusa de leur délivrer des passeports.

Leurs efforts donc furent vains. Mais ces « minoritaires », comme on les désignait alors, virent croître leurs forces dans le Parti Socialiste à mesure que le conflit se prolongeait. Peu avant la fin des hostilités, ils l'emportèrent à l'occasion d'un congrès national qui se tint à Paris en octobre 1918. L.-O. Frossard, « minoritaire », devint secrétaire général. Marcel Cachin qui avait été jusqu'à une date récente favorable à l'union sacrée et au « jusqu'au-boutisme », mais qui avait su faire sa conversion en temps opportun, remplaçait à la direction de *L'Humanité* Pierre Renaudel, animateur du groupe de la *Vie socialiste*. Cette dernière fraction va

être couramment désignée dans les rangs du Parti comme aile droite, tandis qu'on prenait l'habitude d'appeler *centre* le bloc constitué autour de la nouvelle direction, qui laissait sur sa *gauche* les anciens Kienthaliens et Zimmerwaldiens. Des reclassements s'opéreront par la suite et les rapports de force se modifieront. Mais cette classification en trois courants subsistera jusqu'à la scission d'où naîtra, en décembre 1920, le Parti Communiste.

Ce renversement de majorité et ces changements dans le personnel dirigeant allaient-ils permettre de dépasser les conflits nés pendant la guerre et de la guerre et de maintenir l'unité du Parti ? Les comptes étaient-ils enfin réglés ?

On put en concevoir très raisonnablement l'expérience dans le cours de l'année 1919.

Le Parti Socialiste et les élections législatives.

Les hostilités ayant pris fin, les combattants revenaient dans leurs foyers. Les problèmes économiques et sociaux, qu'un si long conflit léguait aux survivants, allaient passer au premier plan des préoccupations. Le Parti Socialiste enregistrait un important mouvement d'adhésions. Il entreprit de préparer sa campagne pour les premières élections législatives de l'après-guerre, fixées au 16 novembre 1919.

Le congrès d'octobre 1918 avait constitué une commission pour préparer un projet de manifeste et de programme. Toutes les tendances y furent représentées et participèrent à l'élaboration de ces textes. Le



littérature



philosophie



sciences



sciences humaines



idées actuelles



arts



chroniques

robert verdier bilan d'une scission congrès de tours

Pourquoi socialistes et communistes français sont-ils à nouveau dressés les uns contre les autres en de violentes polémiques ? Quelles peuvent être les chances d'une gauche ainsi divisée en deux grandes organisations ?

C'est à ces questions notamment que Robert Verdier tente d'apporter des éléments de réponse. Il rappelle d'abord dans quelles conditions, voici soixante ans, communistes et socialistes se sont séparés à la fin d'un congrès historique, le congrès de Tours. Il raconte les péripéties de ces débats et analyse les discours des principaux antagonistes de cette confrontation.

Dans une dernière partie il s'interroge sur ce qui subsiste aujourd'hui, après plus d'un demi-siècle marqué par tant d'événements considérables, des divergences de 1920.

L'auteur, Robert Verdier, agrégé de l'Université, a été au lendemain de la Libération secrétaire général adjoint du Parti Socialiste, puis collaborateur de Léon Blum, dont l'intervention au congrès de Tours apparaît aujourd'hui comme prophétique. Député de Paris jusqu'en 1958, directeur politique du *Populaire* de 1950 à 1955, Robert Verdier a été membre du comité directeur du Parti Socialiste jusqu'en 1979.

Extrait de la publication